



# RD Congo

## RD Congo: Introduction et contexte historique

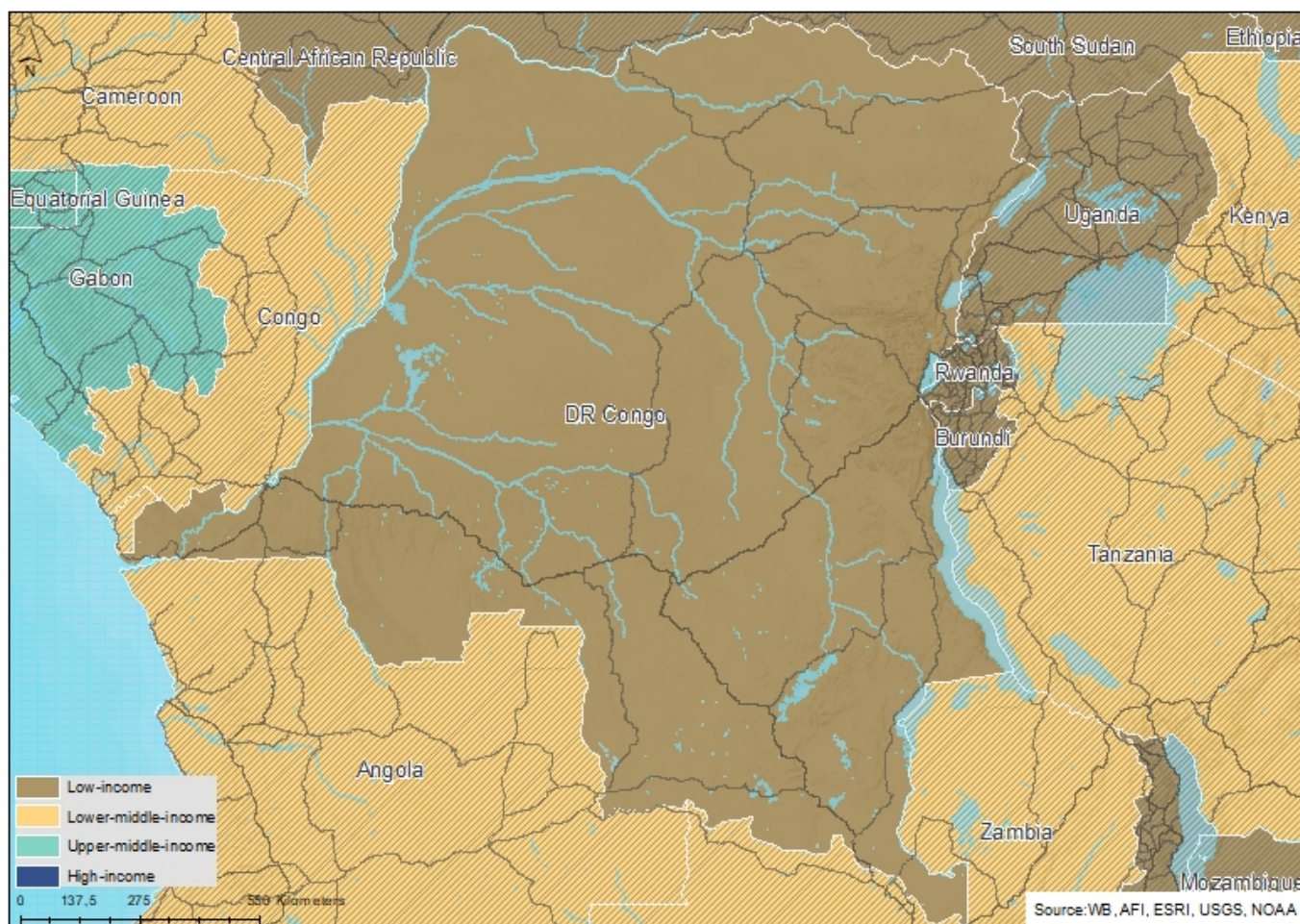
Blessing Chipanda and Kouassi Yeboua

Last updated 16 May 2024



## RD Congo: Introduction et contexte historique

Graphique 1: Carte politique de la RD Congo



Le graphique 1 est une carte politique de la RD Congo.

La République démocratique du Congo (RD Congo) (également connue sous le nom de Congo-Kinshasa et anciennement Zaïre) est située en Afrique centrale. Le pays est bordé au nord par la République centrafricaine et le Soudan du Sud, à l'est par l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie, au sud-est par la Zambie et au sud-ouest par l'Angola. À l'ouest se trouvent la courte côte atlantique de la République démocratique du Congo, l'enclave angolaise de Cabinda et le Congo (Brazzaville). Kinshasa est la plus grande ville et la capitale de la RD Congo.

La RD Congo est le plus grand pays d'Afrique subsaharienne en termes de superficie, le deuxième en Afrique et le 11ème au monde. Sa superficie terrestre couvre environ 2 344 858 km<sup>2</sup>, une superficie approximativement de la taille de l'Europe occidentale. Le pays possède la deuxième plus grande forêt tropicale humide (après le Brésil), couvrant plus de 992 000 km<sup>2</sup>.

La RD Congo est bien connue pour ses ressources minérales abondantes et diversifiées, ses vastes voies navigables, son vaste potentiel hydroélectrique et ses terres arables, estimées à 80 millions d'hectares. Le pays possède environ 50 % des réserves mondiales de cobalt, 25 % des réserves mondiales de diamants et d'importantes réserves de coltan.

Malgré ces ressources naturelles abondantes, le pays reste l'un des plus pauvres et des moins développés d'Afrique et du monde. La plupart des habitants de la RD Congo n'ont pas bénéficié de cette richesse.

Depuis son indépendance en 1960, la RD Congo a connu des bouleversements sociaux et politiques : conflits, instabilité politique, régime autoritaire et mauvaise gouvernance ont entravé les progrès du développement et conduit à la crise humanitaire actuelle dans l'est du pays.

L'armée s'est mutinée une semaine après l'indépendance et les provinces du Kasai et du Katanga, respectivement riches en diamant et en cuivre, ont tenté de faire sécession dans les semaines suivantes[1]. Finalement, les forces des Nations unies et du gouvernement congolais ont réussi à reconquérir le Kasai (en décembre 1961) et le Katanga (en janvier 1963).

La première République, entre 1960 et 1965, a été marquée par des conflits armés qui ont coûté la vie à près de deux millions de Congolais et se sont terminés par un coup d'État militaire dirigé par le colonel Joseph Désiré Mobutu le 24 novembre 1965. Mobutu s'est déclaré président pour cinq ans et a été élu comme tel mais sans opposition en 1970[2].

Parmi de nombreuses mesures, Mobutu a annulé l'imposition d'un État fédéral tel que prévu par la Constitution de Luluabourg de 1964 en réduisant le nombre de provinces de 21 à neuf avec une autonomie limitée. Malgré les efforts visant à une plus grande autonomie régionale, notamment les réformes de décentralisation administrative de 1982, celles-ci n'ont jamais été mises en œuvre. Mobutu a finalement été contraint de quitter le pouvoir en 1997 après avoir mal géré son pays pendant plus de trois décennies[3].

Les efforts de réforme économique déployés sur la base des prix élevés du cuivre ont connu une brève période d'expansion économique entre 1967 et 1973, qui s'est brutalement terminée avec les deux crises pétrolières (1973 et 1979) et la chute du prix du cuivre (1975). L'impact de la crise pétrolière de 1973 a été aggravé par l'introduction de la politique de zaïrianisation de Mobutu en 1973 (une forme d'indigénisation de l'économie) qui a été suivie par la politique de radicalisation qui a vu un accroissement du rôle de l'État dans l'économie.

Ces politiques, associées à une mauvaise gestion des finances publiques et à une corruption flagrante, ont entraîné, entre autres, une hyperinflation, une dette croissante, une fuite des capitaux, une pauvreté accrue et une faible production agricole[4]. En 1975, le pays ne pouvait plus assurer le service de sa dette et a demandé l'aide du FMI pour le sortir de sa crise économique.

De 1983 à 1989, la RD Congo s'est associée au FMI et à la Banque mondiale dans un programme d'ajustement structurel qui a contribué à la reprise économique. Cependant, avec le retour d'un environnement extérieur plus favorable, le gouvernement a cessé ses efforts de réforme des politiques et de la gouvernance pour connaître à nouveau une détérioration marquée de ses performances financières[5].

La fin de la guerre froide en 1989 a effectivement privé la RDC de son importance stratégique et a coïncidé avec une transition politique interminable, une hyperinflation, une dépréciation de la monnaie et l'utilisation croissante du dollar américain dans l'économie. La faiblesse de l'État et l'impact du génocide rwandais de 1994, qui a vu quelque 1,2 million de Hutus rwandais fuir vers l'est du pays, ont préparé le terrain pour le début de la guerre de 1996-1997.

En 1996, la RD Congo était confrontée à une crise alors que le soutien international apporté à Mobutu avait presque complètement disparu. Les efforts successifs du FMI et de la Banque mondiale pour la soutenir avaient également échoué.

En mai 1997, Mobutu a été chassé du pouvoir par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), une coalition de groupes rebelles soutenue par le Rwanda et l'Ouganda. Laurent-Désiré Kabila s'est proclamé président et a changé le nom du pays de Zaïre à République démocratique du Congo. Héritant d'un pays dysfonctionnel, il a tenté de

mener des réformes économiques et financières limitées, notamment une réforme monétaire qui instituait une nouvelle monnaie, le franc congolais. Il a également réduit les entités décentralisées à quatre provinces.

Cependant, ses mésententes avec ses anciens partisans ont conduit à une seconde guerre – souvent appelée la Grande Guerre africaine ou la Guerre mondiale africaine – en août 1998, qui a impliqué plusieurs États voisins. Le conflit a finalement pris fin avec la signature de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka en juillet 1999 entre la RDC, l'Angola, la Namibie, le Rwanda, l'Ouganda et le Zimbabwe et de la création de la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC).

Le mandat initial de la MONUC était d'observer le cessez-le-feu et le désengagement des forces armées étatiques et non étatiques, mais son mandat a été considérablement élargi au fil du temps. Selon certaines études, la guerre a coûté la vie à des millions de personnes, dont de nombreux enfants de moins de cinq ans[6].

En 2001, le Président Laurent-Désiré Kabila a été assassiné et son fils, Joseph Kabila Kabange, lui a succédé. Le résultat a été un réengagement avec la communauté internationale, permettant à la MONUC de se déployer dans tout le pays. En 2002, les pourparlers entre les acteurs congolais ont abouti à la signature d'un accord de paix, à savoir l'Accord Global et Inclusif. Cet accord a ouvert la voie à la Constitution de 2003, trois années de transition, et la tenue des premières élections libres et équitables dans le pays en 2006, que Joseph Kabila a remportées.

L'Accord et la Constitution de la transition ont chargé le Sénat de rédiger la nouvelle Constitution qui a bénéficié des travaux d'une assemblée constituante, de consultations provinciales et de l'apport d'experts juridiques étrangers et congolais. La Constitution qui a suivi (et qui est toujours en vigueur) a été adoptée en décembre 2005 par référendum populaire et promulguée par le Président Kabila en février 2006 sur fond de crise politique et sécuritaire persistante. La loi organique de 2008 sur l'organisation territoriale et administrative de l'État a défini la structure des provinces, des entités territoriales décentralisées et des entités territoriales déconcentrées. Cependant, ces intentions n'ont guère été suivies d'effet. Le gouvernement central n'a pas respecté l'échéance de 2010 pour la création des 26 provinces prévues dans la Constitution, n'achevant cette tâche que cinq ans plus tard en 2015[7].

En 2010, la MONUC est devenue la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), agissant désormais en soutien d'un gouvernement élu. Joseph Kabila a été réélu lors de l'élection présidentielle de 2011, bien que l'événement ait été entaché d'accusations de corruption et de fraude.

L'ambiguïté qui a suivi quant à l'intention de M. Kabila de se présenter ou non pour un troisième mandat – ce qu'interdisait la Constitution – associée à un retard de deux ans dans la tenue des élections, a déclenché des protestations soutenues et généralisées et a créé une instabilité importante. À la suite de la pression des acteurs continentaux, régionaux et internationaux, Kabila a annoncé, à la mi-2018, qu'il ne se représenterait pas, et, des élections nationales et provinciales ont finalement eu lieu en décembre 2018. Les résultats des élections ont été fortement contestés par l'opposition et la société civile.

Selon les observateurs électoraux nationaux, le leader de l'opposition Martin Fayulu a remporté la course à la présidence. L'arrivée au pouvoir du Président Félix Tshisekedi est largement perçue comme le résultat d'un accord politique conclu par le président sortant Kabila, dont le parti a perdu mais qui conserve une emprise importante sur le pouvoir grâce à une majorité substantielle au Parlement. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) de Tshisekedi, le Front commun pour le Congo (FCC) de Kabila et l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe, le colistier de Tshisekedi, ont initialement gouverné le pays par le biais d'une coalition gouvernementale chancelante qui s'est effondré après quelques mois lorsque le **Président Tshisekedi** a déclaré que l'accord de partage du pouvoir bloquait son programme de réformes et a ensuite formé un nouveau gouvernement connu sous le nom d' 'Union sacrée de la nation'.

Le président Tshisekedi a gagné un second mandat lors des élections présidentielles de décembre 2023, et la population attend avec impatience la formation de son nouveau gouvernement. Son premier mandat a été marqué par trois éléments cruciaux : les doutes sur la légitimité de sa victoire électorale en 2019, les conflits dans l'est de la RD Congo et les défis économiques du pays. Malgré ces obstacles, son premier mandat a connu des succès, notamment l'adhésion de la RD Congo à la Communauté de l'Afrique de l'Est, des améliorations dans l'accès à l'éducation, en particulier pour les filles, ainsi qu'une modeste reprise de la croissance économique post-pandémie de Covid-19. Cependant, il reste encore beaucoup à accomplir pour le président Tshisekedi au cours de son deuxième mandat afin d'améliorer la qualité de vie de la population congolaise.

## Endnotes

1. World Bank, Democratic Republic of Congo, Systematic Country Diagnostic, Report No. 112733-ZR, 2018.
2. World Bank, Democratic Republic of Congo, Systematic Country Diagnostic, Report No. 112733-ZR, 2018.
3. DP Zongwe, Decentralization in the Democratic Republic of the Congo, *Autonomy Arrangements in the World*, March 2019, 9, DOI: 10.13140/RG.2.2.20028.08321
4. DR Congo, Agence nationale pour la promotion des investissements, 2020.
5. B Akitoby and M Cinyabuguma, Sources of Growth in the Democratic Republic of the Congo: A Cointegration Approach, IMF Working Paper WP/04/114, July 2004, 5-7.
6. G Prunier, *Africa's World War: Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of a Continental Catastrophe*, Oxford: Oxford University Press, 2009.
7. World Bank, Democratic Republic of Congo, Systematic Country Diagnostic, Report No. 112733-ZR, 2018

## Donors and sponsors



### Reuse our work

- All visualizations, data, and text produced by African Futures are completely open access under the [Creative Commons BY license](#). You have the permission to use, distribute, and reproduce these in any medium, provided the source and authors are credited.
- The data produced by third parties and made available by African Futures is subject to the license terms from the original third-party authors. We will always indicate the original source of the data in our documentation, so you should always check the license of any such third-party data before use and redistribution.
- All of our charts [can be embedded](#) in any site.

### Cite this research

Blessing Chipanda and Kouassi Yeboua (2024) RD Congo. Published online at [futures.issafrica.org](https://futures.issafrica.org). Retrieved from <https://futures.issafrica.org/special-reports/country/drc-french/> [Online Resource] Updated 16 May 2024.

## About the authors

**Dr Blessing Chipanda** joined the African Futures and Innovation (AFI) programme in January 2023. Before joining the ISS he worked as an assistant lecturer/research assistant at the University of Pretoria, Department of Economics. He is particularly interested in tasks within the wider realm of international trade, development economics, public policy, monetary policy, and econometric modelling. Equally interested in economic and socio-economic activities that impact social welfare. Blessing has a PhD in economics from the University of Pretoria, South Africa.

**Dr Kouassi Yeboua** is a senior researcher in African Futures and Innovation programme in Pretoria. He recently served as lead author on ISS studies on the long-term development prospects of the DR Congo, the Horn of Africa, Nigeria and Malawi. Kouassi has published on various issues relating to foreign direct investment in Africa and is interested in development economics, macroeconomics, international economics, and economic modelling. He has a PhD in Economics.

## About African Futures & Innovation

Scenarios and forecasting can help Africa identify and respond to opportunities and threats. The work of the African Futures & Innovation (AFI) program at the Institute for Security Studies aims to understand and address a widening gap between indices of wellbeing in Africa and elsewhere in the world. The AFI helps stakeholders understand likely future developments. Research findings and their policy implications are widely disseminated, often in collaboration with in-country partners. Forecasting tools inspire debate and provide insights into possible trajectories that inform planning, prioritisation and effective resource allocation. Africa's future depends on today's choices and actions by governments and their non-governmental and international partners. The AFI provides empirical data that informs short- and medium-term decisions with long-term implications. The AFI enhances Africa's capacity to prepare for and respond to future challenges. The program is headed by Dr Jakkie Cilliers.